
Procès-verbal de la cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration

Cote du document: EB/144

Date: 31 juillet 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

Questions techniques:

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA

Bureau de la Secrétaire

courriel: c.tenhave@ifad.org**Deirdre Mc Grenra**Cheffe du Service de la gouvernance et des relations
avec les États membres

Bureau de la Secrétaire

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session	1
Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour	1
Point 3 de l'ordre du jour – Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A]	2
Point 4 de l'ordre du jour – Débat stratégique avec le Président du FIDA – Les partenariats avec les banques publiques de développement et les institutions financières locales, facteur d'optimisation de l'impact des opérations du FIDA [E].....	3
Point 5 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles [I]	4
c) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA	4
Point 6 de l'ordre du jour – Questions de gouvernance [A]	5
a) Procédure de sélection de la présidence externe de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA	5
Point 7 de l'ordre du jour – Questions financières [E]	5
a) Rapport sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13)	5
Point 8 de l'ordre du jour – Questions opérationnelles.....	5
a) Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) [E].....	5
i. Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	5
a. Türkiye	5
Point 9 de l'ordre du jour – Évaluation	6
a) Évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) [E]	6
i. Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	6
a. Türkiye	6
Point 8 de l'ordre du jour – Questions opérationnelles.....	7
b) Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration [A].....	7
i. Amérique latine et Caraïbes	7
a. Costa Rica – Programme en faveur d'une agriculture durable et compétitive au Costa Rica (CSMART).....	7
Clôture de la session	8

Annexes

- I. Points approuvés en bloc à la cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration
- II. Liste des documents soumis à la cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration
- III. Délégations à la cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration
- IV. Ordre du jour de la cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration – 14 mai 2025

Procès-verbal de la cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration

Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session

1. La cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration a été ouverte par le Président du FIDA et président du Conseil d'administration, Alvaro Lario.
2. Le procès-verbal suit l'ordre des points à l'ordre du jour. Lorsqu'il y a lieu, les principaux résultats des délibérations sont présentés dans des encadrés. La liste des documents soumis au Conseil d'administration figure à l'annexe II.
3. Le discours d'ouverture du président du Conseil d'administration est intégralement disponible en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2025/144/INF.2/Rev.1](#).

Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour

Résultat des délibérations:

- Conformément à son Règlement intérieur, le Conseil d'administration a convenu d'inviter un représentant de la République du Costa Rica à participer aux délibérations sur le point 8 b) de l'ordre du jour et à exposer le point de vue de son pays lors de l'examen de ce point.
 - L'ordre du jour a été adopté moyennant report à la cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration des points concernant le Cadre stratégique du FIDA 2025-2031 et la Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité. La version définitive de l'ordre du jour, tel qu'amendé et adopté, est disponible sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2025/144/R.1/Rev.2](#).
 - Le Conseil d'administration a été informé que sa cent quarante-cinquième session se tiendrait les lundi 15 et mardi 16 septembre 2025.
4. Le Conseil d'administration a été informé d'une demande de la Liste A tendant à faire reporter deux points de l'ordre du jour – 5 a) Cadre stratégique du FIDA 2025-2031 et 5 b) Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité – à une session ultérieure, l'objectif étant de permettre aux États membres de poursuivre les consultations. La demande a été appuyée par les coordonnateurs des Listes B et C, qui attendaient avec intérêt des consultations inclusives et transparentes propres à intégrer tous les points de vue sur ces documents – y compris sur l'importance de la coopération Sud-Sud et triangulaire, comme évoqué par deux membres – en amont de la session où les documents seraient soumis.

Point 3 de l'ordre du jour – Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé les points sur lesquels il était invité à se prononcer dans le cadre de la procédure d'approbation en bloc (voir l'annexe I), et noté que les États-Unis d'Amérique ne pouvaient pas rejoindre le consensus sur les propositions de projets et de programmes suivantes:
 - le Projet d'amélioration de la résilience climatique et des moyens d'existence (CRALEP) en République populaire du Bangladesh;
 - le programme adaptatif par phases – Programme de développement durable au profit de l'agriculture familiale de subsistance (PRODESA) en République d'Angola;
 - le Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres – Phase II (LLRP II) en République fédérale démocratique d'Éthiopie;
 - le Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes – Phase II (PEA-Jeunes II) en République du Cameroun.

Cela n'a pas empêché que soit atteinte la majorité requise pour approuver ces propositions.

5. Le Conseil d'administration a été informé qu'il n'avait pas été possible de clore les négociations dans le cas de deux propositions, à savoir le projet CRALEP au Bangladesh et le programme adaptatif par phases PRODESA en Angola. Les négociations devraient se conclure prochainement et, une fois approuvé par le Conseil, l'accord de financement définitif lui serait communiqué, pour information, sur la plateforme interactive réservée aux États membres.
6. Le Conseil d'administration a également été informé qu'après les travaux de sa consultation du 28 avril, certains des documents opérationnels avaient été remaniés pour y reprendre la terminologie adoptée pour la Treizième reconstitution des ressources du FIDA, les documents révisés étant mis en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres.

Point 4 de l'ordre du jour – Débat stratégique avec le Président du FIDA – Les partenariats avec les banques publiques de développement et les institutions financières locales, facteur d'optimisation de l'impact des opérations du FIDA [E]

Résultat des délibérations:

- S'agissant de la collaboration du FIDA avec les banques publiques de développement, le Conseil a encouragé la direction à appliquer, entre autres, les conseils suivants:
 - veiller au respect du mandat du FIDA et tenir compte de son avantage comparatif;
 - adopter des approches adaptées au contexte;
 - mettre davantage à profit la plateforme pour les banques publiques de développement agricole (Agri-PDB) pour améliorer la coordination entre les banques multilatérales de développement;
 - renforcer le rôle joué par le Fonds comme assembleur de financements en facilitant l'établissement de partenariats avec des investisseurs privés, et en mobilisant des fonds privés et publics, y compris des fonds climatiques et des fonds nationaux;
 - envisager le recours à des financements mixtes et à des mécanismes de partage des risques, tels que des garanties de crédit ou des prêts en monnaie locale;
 - envisager l'élaboration d'une stratégie spécifique en matière de collaboration avec les banques publiques de développement.

7. Les représentants ont accueilli avec intérêt le document de travail stratégique relatif aux partenariats avec les banques publiques de développement et les institutions financières locales, facteur d'optimisation de l'impact des opérations du FIDA, tel qu'il figure dans le document [EB 2025/144/R.11](#). Le Conseil a encouragé la direction à intensifier la collaboration avec les banques publiques de développement et les institutions financières locales, instrument prometteur pour produire un développement rural durable et améliorer l'impact du FIDA.
8. Le Conseil d'administration s'est félicité que le FIDA héberge la plateforme Agri-PDB, perçue comme essentielle à la coordination des actions locales, nationales et multilatérales. La plateforme jouait un rôle essentiel en matière de partage des connaissances, de renforcement des capacités, d'apprentissage entre pairs, de sensibilisation et de mobilisation de financements supplémentaires, compte tenu notamment des ressources financières limitées du Fonds. Les représentants ont invité la direction à renforcer la coordination avec les autres banques multilatérales de développement, et à utiliser cette plateforme pour éviter au maximum les chevauchements entre organisations.
9. Compte tenu de la remarquable hétérogénéité des banques publiques de développement en termes de taille, de modèle, d'appétence pour le risque et de mission, les membres ont prié instamment la direction d'établir des partenariats conformes au mandat du Fonds et tenant compte de son avantage comparatif, en particulier avec des banques spécialisées dans l'agriculture et le développement rural. Les représentants ont fait observer que l'approche du FIDA concernant ces banques devait être modulable et encadrée par une sélection et une analyse institutionnelle approfondie des partenaires potentiels. Les principaux critères à

prendre en compte étaient notamment l'impact des banques sur le développement et l'effet transformateur de leur action, la bonne gouvernance, la transparence, la viabilité financière, les pratiques de gestion des risques et de l'endettement et le suivi de la performance. La prise en compte de ces éléments permettrait au FIDA de mieux canaliser ses ressources limitées, financières comme humaines, vers des interventions dotées d'objectifs clairs et susceptibles d'obtenir un impact profond.

10. En partageant l'expérience de leur pays avec les banques publiques de développement, les membres ont souligné l'importance d'adopter leur approche en fonction du contexte. Une analyse approfondie du contexte national et de la situation agricole et un inventaire des banques publiques de développement permettraient au Fonds de mettre ses partenariats en phase avec les plans nationaux de développement, ce qui favoriserait l'appropriation des partenariats par les pays, la cohérence des politiques et le renforcement de l'accent placé sur la réduction de la pauvreté.
11. Le Conseil a encouragé le FIDA à insister sur son rôle d'assembleur de financements, de facilitateur et d'intermédiaire entre les banques publiques de développement et les investisseurs privés, en élaborant des normes relatives aux investissements durables et des outils pour l'évaluation de l'impact climatique et en facilitant l'accès aux fonds climatiques. La direction devrait étudier les possibilités de mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques comme les financements mixtes et les garanties de crédit. Les représentants ont également souligné l'importance du renforcement des capacités techniques et de la mise à profit de la coopération Sud-Sud et triangulaire.
12. L'idée que le FIDA s'applique au renforcement des capacités, au transfert de connaissances et à la concertation sur les politiques a reçu un accueil très favorable. En outre, il a été suggéré que le FIDA mette au point une boîte à outils pour aider les banques publiques de développement généralistes à utiliser leur expérience et leur savoir-faire non agricole au profit du secteur agricole.
13. Enfin, les membres ont invité la direction à envisager d'élaborer une stratégie et un plan d'action spécifiques concernant la collaboration du Fonds avec les banques publiques de développement.

Point 5 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles [I]

c) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a pris note de la déclaration de l'Association du personnel du FIDA, qui figure dans le document [2025-05-08](#), et s'est félicité de ce témoignage du personnel.

14. Le président de l'Association du personnel du FIDA a présenté une déclaration annuelle au Conseil d'administration. Le coordonnateur de la Liste C, au nom des représentants au Conseil d'administration des trois listes, a remercié le président de l'Association du personnel du FIDA de son exposé sur les questions importantes aux yeux du personnel et des bons rapports entre l'Association et la direction. La direction a également remercié l'Association du personnel de la nature constructive du dialogue et s'est félicitée du dévouement avec lequel tous les membres du personnel du FIDA œuvraient à la réalisation de la mission du Fonds.

Point 6 de l'ordre du jour – Questions de gouvernance [A]

a) Procédure de sélection de la présidence externe de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé la procédure de sélection de la présidence externe de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA, y compris les critères de sélection et les fonctions de la présidence, tels qu'ils sont présentés dans le document [EB 2025/144/R.14](#), par consensus et sans objection.

15. Compte tenu d'engagements concurrents dans le cadre d'autres organismes ayant leur siège à Rome, la direction a accepté de revoir le calendrier en repoussant à mi-juillet l'échéance relative au choix par les coordonnateurs de listes et la direction de trois candidats, au maximum, pour la fonction de président ou de présidente externe.
16. La direction a encouragé les États membres à proposer des candidats possédant un profil intéressant et a déclaré attendre avec intérêt de pouvoir collaborer activement avec les représentants à l'approche du processus de consultation et tout au long de celui-ci.

Point 7 de l'ordre du jour – Questions financières [E]

a) Rapport sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13)

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/144/R.15](#) et a noté qu'au 9 mai 2025, le FIDA avait reçu de nouvelles annonces de contribution portant le montant total des annonces de contribution à 1,44 milliard d'USD, soit 77% de l'objectif de reconstitution des ressources. Les instruments de contribution déposés représentaient 1,05 milliard d'USD (73% des annonces de contribution), et les versements reçus s'élevaient à 396 millions d'USD.
- La direction a remercié les États membres de leur soutien constant et a encouragé ceux qui n'avaient pas encore annoncé leur contribution à le faire dès que possible. Les États membres ont par ailleurs été priés de confirmer leurs engagements en déposant un instrument de contribution et, si possible, d'envisager d'augmenter le montant des contributions annoncées.

Point 8 de l'ordre du jour – Questions opérationnelles

a) Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) [E]

- Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe**
 - Türkiye**

Point 9 de l'ordre du jour – Évaluation

a) Évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) [E]

i. Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

a. Türkiye

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le programme d'options stratégiques (COSOP) pour la République de Türkiye (2025-2030), les observations du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA concernant le COSOP, et l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP), qui figurent respectivement dans les documents [EB 2025/OR/2/Rev.1](#) et son [additif](#), et [EB 2025/OR/3](#).

- Les membres du Conseil d'administration ont de façon générale apprécié le nouveau COSOP pour la Türkiye, ainsi que l'ESPP, dont les recommandations avaient étayé la conception du COSOP. Le respect des directives relatives aux COSOP et de la Politique du FIDA en matière de reclassement a également été apprécié. Conformément aux procédures en vigueur régissant l'invitation d'observateurs issus d'États non membres du Conseil d'administration aux sessions de cet organe au cours desquelles le COSOP pour leur pays était examiné, un représentant du Gouvernement turc a participé à l'examen. Les membres ont accueilli favorablement l'intervention du représentant et les consultations approfondies, qui avaient orienté la définition des objectifs stratégiques propres à renforcer les institutions rurales, à favoriser l'innovation, à promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et à mettre l'accent sur l'autonomisation des femmes et des jeunes. L'accent mis par le COSOP sur le renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles et la promotion d'une démarche de développement local a été largement salué.
- Toutefois, certains membres ont exprimé des réserves quant à la clarté du parcours de reclassement de la Türkiye et quant au calendrier prévu pour la transition vers des activités hors prêts. Les points de vue étaient partagés quant à la question plus générale de la collaboration avec les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, de la mise en œuvre de la politique actuelle en matière de reclassement et de l'impact du contexte mondial actuel. Le savoir-faire du FIDA en matière d'interventions auprès des populations vulnérables, de promotion d'une agriculture climato-compatible et d'inclusion sociale a été jugé utile au parcours de développement du pays.
- Certains membres ont fait observer que la stratégie du FIDA en matière de contribution à l'élaboration des politiques pouvait être affinée, notamment quant à la forme précise de la collaboration avec d'autres acteurs du développement sur les questions structurelles, comme la réforme du secteur foncier et la question de la propriété foncière.
- La direction a remercié le Conseil de ses observations constructives et a souligné que le COSOP était un document dynamique, vivant, soumis à des examens réguliers avec le Gouvernement, sans quoi il ne pourrait suivre l'évolution des besoins ni rester conforme aux priorités politiques. En réponse aux préoccupations exprimées concernant le ciblage et la contribution à l'élaboration des politiques, la direction a fait valoir la nette insistance, dans le COSOP, sur les groupes ruraux vulnérables, notamment dans les régions montagneuses et pauvres, et les objectifs stratégiques visant à combler les disparités entre les femmes et les hommes et à favoriser l'inclusion des jeunes. Elle a aussi mis en avant les domaines concrets énoncés dans le COSOP en matière de contribution à l'élaboration des politiques,

notamment la gestion de l'environnement, l'exode rural et les dispositifs inclusifs d'agriculture sous contrat. Il était en outre prévu d'approfondir la collaboration avec la Türkiye en renforçant le partage de connaissances et le suivi-évaluation, et en collaborant avec les institutions locales au niveau communautaire. L'ensemble garantirait que les retours d'expérience soient pris en compte dans l'élaboration des politiques nationales et favorisent une réelle transformation du monde rural.

Point 8 de l'ordre du jour – Questions opérationnelles

b) Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration [A]

i. Amérique latine et Caraïbes

a. Costa Rica – Programme en faveur d'une agriculture durable et compétitive au Costa Rica (CSMART)

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le Programme en faveur d'une agriculture durable et compétitive au Costa Rica (CSMART), tel qu'il est présenté dans le document [EB 2025/144/R.29](#), et a approuvé par consensus la résolution telle qu'elle figure au paragraphe 67 du document, prenant note de l'abstention des États-Unis d'Amérique, qui n'a pas empêché que soit atteinte la majorité requise pour approuver cette résolution.

21. Plusieurs membres ont salué les informations complètes fournies par la direction lors des consultations préliminaires du Conseil, qui expliquaient entre autres les raisons pour lesquelles le FIDA reprenait ses interventions au Costa Rica après près de deux décennies, et la valeur ajoutée de sa contribution au programme. Les membres ont recommandé à la direction de les informer longtemps à l'avance de tout projet analogue de reprise des interventions dans un pays où il n'aurait plus investi depuis longtemps.
22. La majorité des membres se sont dits résolument favorables à ce programme, soulignant son approche novatrice, l'accent mis sur le renforcement des capacités institutionnelles, les réformes des politiques, la résilience et l'adaptation aux changements climatiques, l'inclusion sociale, l'égalité femmes-hommes et l'inclusion des jeunes, et sa bonne adéquation avec les priorités nationales du Costa Rica. Des innovations telles que la structure de financement axée sur les résultats, la rémunération des services environnementaux et la mise en place de la plateforme d'information numérique pour les producteurs pourraient produire d'importants enseignements aux fins de la coopération Sud-Sud et triangulaire, et mériteraient peut-être d'être reproduites, notamment dans d'autres pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Plusieurs membres ont souligné combien il importait que le FIDA continue d'intervenir dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure pour réduire les inégalités et assainir les poches de pauvreté subsistant en milieu rural. Le partenariat stratégique avec la Banque mondiale dans le cadre de ce programme a été salué comme un moyen d'accroître l'efficacité et de favoriser la modernisation institutionnelle. Une telle collaboration est l'exemple même d'un effort global visant à remédier aux disparités régionales et aux vulnérabilités du monde rural, en s'appuyant sur l'expertise technique du FIDA et en promouvant la participation du secteur privé.
23. Arguant de l'interruption prolongée des interventions du FIDA au Costa Rica, de l'absence de COSOP et du statut du pays, qui était proche du statut de pays à revenu élevé, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait savoir que son pays

ne pouvait pas se rallier à l'approbation par consensus concernant ce programme et qu'il souhaitait que son abstention soit consignée dans le procès-verbal.

Clôture de la session

24. Le Président a remercié le Conseil d'administration pour cette session fructueuse.
25. Le discours de clôture du Président est intégralement disponible sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2025/144/INF.3](#).

Points approuvés en bloc à la cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration

a) Questions opérationnelles

i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration

a. Asie et Pacifique

i) Bangladesh – Projet d'amélioration de la résilience climatique et des moyens d'existence (CRALEP)

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/144/R.2/Rev.1](#) et, notant que les négociations relatives à l'accord de financement n'étaient pas terminées, a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions mixtes d'un montant de soixante-dix millions de dollars des États-Unis (70 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

Le Conseil d'administration a été informé que, dès la conclusion des négociations, l'accord de financement lui serait communiqué pour information (voir le document [EB 2025/144/R.2/Rev.2](#)).

b. Afrique orientale et australe

i) Angola – Programme adaptatif par phases – Programme de développement durable au profit de l'agriculture familiale de subsistance (PRODESA)

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/144/R.3/Rev.1](#) et, notant que les négociations relatives à l'accord de financement n'étaient pas terminées, a approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Angola un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de trente-trois millions cinq cent quarante-trois mille dollars des États-Unis (33 543 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Angola un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de cinq millions de dollars des États-Unis (5 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE de déléguer au Président¹ l'autorité d'approuver tout financement additionnel en faveur de la République d'Angola à concurrence de cinquante-neuf millions de dollars des États-Unis (59 000 000 USD) aux fins de la phase suivante du programme, pour autant que les objectifs d'ensemble correspondent à ceux indiqués et qu'il soit produit une évaluation satisfaisante de la phase précédente, à des modalités et conditions à définir et convenir. »

¹ Conformément aux procédures énoncées dans le document [EB 2024/142/R.25](#).

Le Conseil d'administration a été informé que, dès la conclusion des négociations, l'accord de financement lui serait communiqué pour information (voir le document [EB 2025/145/R.3/Rev.2](#)).

ii) Éthiopie – Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres – Phase II (LLRP II)

Le Conseil d'administration a examiné le document EB 2025/144/R.4/Rev.1 et l'accord de financement négocié (document révisé [EB 2025/144/R.4/Rev.2](#)), et approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant de soixante-neuf millions deux cent quarante-trois mille dollars des États-Unis (69 243 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

c. Afrique de l'Ouest et du Centre

i) Cameroun – Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes – Phase II (PEA-Jeunes II)

Le Conseil d'administration a examiné le document EB 2025/144/R.5/Rev.1, son additif, son rectificatif et l'accord de financement négocié (document révisé [EB 2025/144/R.5/Rev.2](#)), et approuvé le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Cameroun un prêt à des conditions mixtes d'un montant de vingt et un millions cinq cent vingt-neuf mille euros (21 529 000 EUR), y compris un montant d'un million trois cent quatre-vingt-sept mille euros (1 387 000 EUR) à titre de préfinancement (instrument FIPS), l'ensemble étant régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

ii. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen

a. Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds – projet « Kyrgyz REMIT: accès numérique aux envois de fonds dans les zones rurales »

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/144/R.6](#) et approuvé la proposition de don financé par l'Union européenne en faveur de Kompanion Bank en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet "Kyrgyz REMIT: accès numérique aux envois de fonds dans les zones rurales", accordera à Kompanion Bank un don de trois cent soixante-seize mille sept cents euros (376 700 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport. »

b. Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds – projet « Tajik REMIT: amélioration de l'accès à l'envoi de fonds et de leur utilisation dans les zones rurales »

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/144/R.7](#) et approuvé la proposition de don financé par l'Union européenne en faveur de FINCA Tajikistan en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet intitulé "Tajik REMIT: amélioration de l'accès à l'envoi de fonds et de leur utilisation dans les zones rurales", accordera un don de deux cent quatre-vingt-treize mille euros (293 000 EUR) à FINCA Tajikistan. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport. »

b) Questions financières

i. États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2024

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/144/R.8](#) et, en application de l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA, il a approuvé les états financiers consolidés du FIDA, figurant aux appendices A à L du présent document et rendant compte de sa position financière au 31 décembre 2024 et du résultat de ses opérations pour l'exercice conclu à cette date, ainsi que le rapport du commissaire aux comptes y relatif, assortis de la déclaration sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière de l'auditeur externe. Les états financiers 2024 seront soumis au Conseil des gouverneurs pour information à sa quarante-neuvième session, en février 2026. En application de l'article XIII du Règlement financier et compte tenu de la situation financière et des résultats au 31 décembre 2024, le Conseil d'administration a convenu qu'il n'était pas recommandé d'effectuer un transfert à la Réserve générale.

c) Questions de gouvernance

i. Visite de pays du Conseil d'administration du FIDA pour 2025

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/144/R.9](#) et approuvé le changement de destination de la visite de pays du Conseil d'administration pour 2025 – en République du Pérou au lieu de l'État plurinational de Bolivie –, ainsi que les dates proposées pour la visite (8-15 novembre 2025).

d) Questions diverses

i. Accord-cadre de cofinancement entre la Banque de développement de l'Afrique de l'Est et le FIDA

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/144/R.10](#) et a autorisé le Président du FIDA à finaliser et à signer l'accord-cadre de cofinancement entre le FIDA et la Banque de développement de l'Afrique de l'Est selon les modalités décrites dans le document. L'accord-cadre de cofinancement signé sera présenté au Conseil d'administration pour information à une session ultérieure.

Liste des documents soumis à la cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration

<i>Cote du document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre</i>
Points pour examen en séance		
EB 2025/144/R.1/Rev.1 + Add.1/Rev.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2025/144/R.2/Rev.1	3 a) i. a. i)	Bangladesh – Projet d'amélioration de la résilience climatique et des moyens d'existence (CRALEP)
EB 2025/144/R.3/Rev.1	3 a) i. b. i)	Angola – Programme adaptatif par phases – Programme de développement durable au profit de l'agriculture familiale de subsistance (PRODESA)
EB 2025/144/R.4/Rev.1 + Sup. 1	3 a) i. b. ii)	Éthiopie – Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres – Phase II (LLRP II)
EB 2025/144/R.5/Rev.1 + Add.1 + Add.1/Corr.1 + Sup.1	3 a) i. c. i)	Cameroun – Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes – Phase II (PEA-Jeunes II)
EB 2025/144/R.6	3 a) ii. a.	Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds – projet « Kyrgyz REMIT: accès numérique aux envois de fonds dans les zones rurales »
EB 2025/144/R.7	3 a) ii. b.	Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds – projet « Tajik REMIT: amélioration de l'accès à l'envoi de fonds et de leur utilisation dans les zones rurales »
EB 2025/144/R.8	3 b) i.	États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2024
EB 2025/144/R.9	3 c) i.	Visite de pays du Conseil d'administration du FIDA pour 2025
EB 2025/144/R.10	3 d) i.	Accord-cadre de cofinancement entre la Banque de développement de l'Afrique de l'Est et le FIDA
EB 2025/144/R.11	4	Débat stratégique avec le Président du FIDA – Les partenariats avec les banques publiques de développement et les institutions financières locales, facteur d'optimisation de l'impact des opérations du FIDA
2025-05-08	5 c)	Déclaration de l'Association du personnel du FIDA
EB 2025/144/R.14	6 a)	Procédure de sélection de la présidence externe de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2025/144/R.15	7 a)	Rapport sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13)
EB 2025/OR/2/Rev.1 + Add.1	8 a) i. a.	Türkiye – Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2025/144/R.29	8 b) i. a.	Costa Rica – Programme en faveur d'une agriculture durable et compétitive au Costa Rica (CSMART)
EB 2025/OR/3	9 a) i. a.	Türkiye – Évaluation de la stratégie et du programme de pays
EB 2025/144/R.16	11 a)	Procès-verbal de la cent vingt-huitième session du Comité de l'évaluation
EB 2025/144/R.17	11 b)	Procès-verbal de la cent soixante-seizième réunion du Comité d'audit
EB 2025/144/R.18	12	Rapport sur les questions opérationnelles examinées à la consultation du Conseil d'administration
EB 2025/144/R.19	13	Rapport sur la visite de pays 2024 du Conseil d'administration du FIDA en République tunisienne
EB 2025/144/R.20	14	Feuille de route pour l'alignement sur l'Accord de Paris
EB 2025/144/R.21	15	Rapport annuel 2024 sur les activités du Bureau de l'audit et de la surveillance
EB 2025/144/R.22	16	Rapport annuel sur les activités du Bureau de la déontologie du FIDA en 2024
EB 2025/144/R.23/Rev.1	17	Rapport d'information du FIDA relatif à la durabilité, à jour au 31 décembre 2024
EB 2025/144/R.24 + Corr.1	18	Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2024
EB 2025/144/R.25	19	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2024
EB 2025/144/R.26	20	Rapport sur l'état de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

EB 2025/144/R.27	21	Mémoire d'accord entre la Development Bank of Southern Africa et le FIDA
EB 2025/144/R.28	22	Avant-projet d'ordres du jour provisoires de la cent quarante-cinquième et la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration
Notes d'information		
D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres au lien suivant.		



Investing in rural people
Investir dans les populations rurales
Invertir en la población rural
الاستثمار في السكان الريفيين

قائمة الوفود في الدورة الثالثة والأربعين
بعد المائة للمجلس التنفيذي

**Delegations at the 144th session
of the Executive Board**

**Délégations à la
cent quarante-quatrième session
du Conseil d'administration**

**Delegaciones en el 144.º período
de sesiones de la Junta Ejecutiva**

Conseil d'administration –
Cent quarante-quatrième session
Rome, 14 mai 2025

MEMBERS / ALTERNATES**ALGERIA**

Représentant(e) au Conseil
d'administration

Ali TERRAK
Chef de l'Inspection Générale
des finances
Ministère des finances de
la République algérienne
démocratique et populaire
Alger

Souad HAMMOU
Conseillère
Ambassade de la République
algérienne démocratique
et populaire
Rome

ANGOLA

Gerson Mateus DOS SANTOS FRANCISCO
Troisième Secrétaire
Ambassade de la République
d'Angola
Rome

ARGENTINA

Julián PEREZ
Secretario
Representante Permanente Alterno
de la República Argentina
ante la FAO, el FIDA y el PMA
Roma

AUSTRIA

Executive Board Representative

Peter ISTJAN-HÖLZL
Senior Advisor
International Financial Institutions
Federal Ministry of Finance
of the Republic of Austria
Vienna

Flora ENDL
Advisor
International Financial Institutions
Federal Ministry of Finance
of the Republic of Austria
Vienna

BELGIUM

Représentant(e) au Conseil
d'administration

Lieven DE LA MARCHE
Ambassadeur
Représentant permanent
du Royaume de Belgique auprès du FIDA
Rome

BRAZIL

Executive Board Representative

Raquel Porto RIBEIRO MENDES
General Coordinator
for Global Development Institutions
of the Secretariat for International Affairs
Ministry of Finance of the
Federative Republic of Brazil
Brasilia

Lívia Batista MACIEL BRAGA
Infrastructure Analyst
Secretariat for International Affairs
Ministry of Finance of the
Federative Republic of Brazil
Brasilia

Santino MAGALHÃES CAVALCANTI
Secretariat for International Affairs (SAIN)
Ministry of Finance of the
Federative Republic of Brazil
Brasilia

CAMEROON

Représentant(e) au Conseil
d'administration

Médi MOUNGUI
Deuxième Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République du Cameroun auprès
du FIDA
Rome

Ntakeu Bruno ARMEL
Directeur des Etudes,
des programmes
et de la Coopération
Ministère de l'agriculture et du
développement rural de la
République du Cameroun
Yaoundé

Habiba IBRAHIM
Direction Générale de l'Economie
et de la Programmation des
Investissements
publics (MINEPAT)

Alfred Bela TOMO
Coordonnateur National du Programme
de Promotion de l'Entreprenariat
Agropastoral
des Jeunes (PEA-Jeunes)

Nicoline Nambu YAMAH
Ingénieur d'Etude à la Direction
Générale de la Coopération et
de l'Intégration Régionale au MINEPAT

CANADA

Executive Board Representative

Elissa GOLBERG
Ambassador
Permanent Representative of Canada
to the Food and Agriculture Agencies
of the United Nations
Rome

Nalan YUKSEL
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Canada to the Food and
Agriculture Agencies
of the United Nations in Rome
Rome

Alexandra RICARD-GUAY
Senior Program Officer
Permanent Mission of Canada
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

Alanna KARPA
Senior Analyst
Food Systems and Nutrition Division
Global Affairs Canada
Ottawa

CHINA

Executive Board Representative

SUI Li
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

ZENG Shiyang
Second Secretary
Permanent Mission of the
People's Republic of China to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

ZENG Xin
Attaché
Permanent Mission of the
People's Republic of China to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

DENMARK

Executive Board Representative

Lisbeth JESPERSEN
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of Denmark
to FAO, WFP and IFAD
Rome

Charlotte Raae PEDERSEN
Senior Political and Economic Adviser
The Royal Danish Embassy
Rome

EGYPT

Executive Board Representative

Mina RIZK
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Arab Republic of Egypt to
the Rome-based United Nations
Agencies
Rome

FINLAND

Executive Board Representative

Tanja GRÉN
Minister Counsellor
Permanent Representative
of the Republic of Finland
to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
in Rome
Rome

Aliisa KETONEN
 Advisor
 Embassy of the Republic
 of Finland
 Rome

FRANCE

Représentant(e) au Conseil
 d'administration

Vincent ABT
 Conseiller Agriculture et Sécurité
 Alimentaire
 auprès du Chef du service des Affaires
 multilatérales et du Développement
 (SAMD)
 à la Direction générale du Trésor
 Paris

Tanguy BERNON
 Adjoint au chef du bureau "Financement
 multilatéral
 du développement et du climat"
 (MULTIFIN 3)
 Direction générale du Trésor
 Ministère de l'économie, des finances et de
 la
 souveraineté industrielle et numérique
 Paris

François GAUTIER
 Conseiller
 Représentant permanent adjoint
 de la France auprès des Nations unies
 à Rome
 Rome

Anaïs DEFFRENNES
 Chargée de mission politique (FIDA, genre,
 francophonie, communication)
 Représentation permanente de la
 France auprès des Nations unies
 à Rome
 Rome

GERMANY

Andreas VON BRANDT
 Ambassador
 Permanent Representative of
 Germany to IFAD
 Rome

Executive Board Representative

Ronald MEYER
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative of
 the Federal Republic of Germany to the
 International Organizations in Rome
 Rome

Sophie JAUCH
Legal Trainee
Embassy of the Federal
Republic of Germany
Rome

Charlotte STARON
Intern
Permanent Representation of the
Federal Republic of Germany
Rome

INDIA

Executive Board Representative

Shanmugam DIVYADHARSHINI
Director (OMI)
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance of
the Republic of India
New Delhi

Jujavarapu BALAJI
Minister (Agriculture)
Alternate Permanent Representative
of the Republic of India
to FAO, IFAD and WFP
Rome

INDONESIA

Erma RHEINDRAYANI
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Purna Cita NUGRAHA
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Rini INDIYATI
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Tika WIHANASARI
Deputy Chief of Mission
Embassy of the Republic of Indonesia
to Italy
Rome

Rina SUPRIHATI
Deputy Director for Multilateral Cooperation
Ministry of Agriculture of
the Republic of Indonesia
Jakarta

Yurika ARIANTI PERMANASARI
International Cooperation Bureau
Ministry of Agriculture of
the Republic of Indonesia
Jakarta

ITALY

Executive Board Representative

Gian Paolo RUGGIERO
Director
International Financial Relations
Ministry of Economy and Finance
of the Italian Republic
Rome

Francesco De CIANTIS
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Italian Republic to the
United Nations Agencies in Rome
Rome

JAPAN

Executive Board Representative

SHINDO Mitsuaki
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Japan to the United Nations
Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

SHIBUYA Yutaka
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of Japan to the United Nations Food
and Agriculture Agencies in Rome
Rome

TODA MAYU
Official
Global Issues Cooperation Division
International Cooperation Bureau
Ministry of Foreign Affairs
of Japan
Tokyo

KUWAIT

Executive Board Representative

Khaled ALKHALED
Deputy Director of Operations
for International Organizations
Kuwait Fund for Arab
Economic Development
Kuwait City

MEXICO

José Luis DELGADO CRESPO
Consejero
Encargado de Negocios a.i.
Misión Permanente de México ante
las Agencias de las Naciones Unidas
con sede en Roma
Roma

Sandra Paola RAMÍREZ VALENZUELA
Consejera
Asuntos Multilaterales (FIDA)
Representante Permanente Alterna
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

NETHERLANDS (KINGDOM OF THE)

Jan BADE
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture in Rome
Rome

Carlijn ASHMEAD
Desk Officer IFAD
Ministry of Foreign Affairs of the
Kingdom of the Netherlands
The Hague

Annemarijn COZIJNSEN
Intern
Permanent Representation of
the Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

NIGERIA

Executive Board Representative

Yaya O. OLANIRAN
Minister
Permanent Representative of the
Federal Republic of Nigeria
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

NORWAY

Even STORMOEN
Senior Advisor
Section for Food Security, Health and
Education
Royal Norwegian Ministry
of Foreign Affairs
Oslo

Ingrid HORDVEI DANA
Counsellor
Deputy Permanent Representative of
the Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Iside TACCHINARDI
Advisor
Permanent Mission of Norway to the
UN Organisations in Rome
Royal Norwegian Embassy
Rome

Anne Sofie RØNNFELDT
Intern
Permanent Mission of Norway to the
United Nations Organisations
in Rome
Rome

PAKISTAN

Khalid MEHBOOB
Adviser
Alternate Permanent Representative
of the Islamic Republic of Pakistan
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

PERU

Jennifer Lizetti CONTRERAS ALVAREZ
Agregada
Representante Permanente Alternativa
de la República del Perú ante los
Organismos Internacionales con
sede en Roma
Roma

QATAR

Executive Board Representative

Akeel HATOOR
Expert of the UN Agencies in Rome
Embassy of the State
of Qatar
Rome

Noora AL NAJAR
Counsellor
Alternate Permanent Representative
Embassy of Qatar
Rome

REPUBLIC OF KOREA

Kim HOGYUN
First Secretary (Agricultural Attaché)
Alternate Permanent Representative of the
Republic of Korea to the United Nations
Food and Agriculture Agencies in Rome
Rome

HYUNJEONG Kim
Senior Manager
Korea FAO Association
Rome

SAUDI ARABIA

Salah bin AbdelRazaq AL KHODER
Third Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Kingdom of Saudi Arabia
to FAO
Rome

SPAIN

Miguel Ángel FERNÁNDEZ-PALACIOS
MARTÍNEZ
Embajador
Representante Permanente de España
ante los Organismos de las Naciones
Unidas
en Roma
Roma

Teresa BARBA CORNEJO
Primera Secretaria
Representante Permanente Alterno
de España ante los Organismos
de las Naciones Unidas en Roma
Roma

Celia Fernández DE CÓRDOBA BOTÍA
Colaboradora
Embajada de España
Roma
Roma

SWEDEN

Executive Board Representative

Petter NILSSON
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Sweden to IFAD
Rome

Julia THELIN
Programme and Policy Officer
Embassy of Sweden
Rome

Axel LINDBERG
Intern
Embassy of Sweden
Rome

SWITZERLAND

Représentant(e) au Conseil
d'administration

Krisztina BENDE
Ambassadeur
Représentante permanente
de la Confédération suisse auprès
de la FAO
Rome

Marlene HEEB
Conseillère
Représentante permanente adjointe
de la Confédération suisse auprès
de la FAO, du FIDA et du PAM
Rome

Cornelia HETT
Cheffe adjointe
Section thématique systèmes
alimentaires
Direction du développement et
de la coopération (DDC)
Berne

UNITED ARAB EMIRATES

Executive Board Representative

Yousuf Mohammed BINHAJAR
Deputy Director
International Financial Relations
Department
Ministry of Finance of the
United Arab Emirates
Abu Dhabi

UNITED KINGDOM

Executive Board Representative

Elizabeth NASSKAU
First Secretary
Deputy Permanent Representative of
the United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies in Rome
Rome

Fiona PRYCE
Office and Programme Manager
United Kingdom Permanent Representation
to the UN Agencies in Rome
Rome

Toby PARKER
Chargé D’Affaires
to the UN Agencies in Rome
Rome

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

Jacqueline Boniface MBUYA
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative
of the United Republic of Tanzania to
the UN Rome-based Agencies
Rome

UNITED STATES

Executive Board Representative

James CATTO
Director
Office of International Development Policy
Department of the Treasury of
the United States of America
Washington, D.C.

Christopher CLEM
International Economist
Office of International Development Policy
U.S. Department of the Treasury
Washington, D.C.

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Marilyn DI LUCA SANTAELLA
Embajadora
Representante Permanente de
la República Bolivariana de Venezuela
ante la FAO
Roma

Estalina Aimara BAEZ RAMÍREZ
Primera Secretaria
Representante Permanente Alterno
de la República Bolivariana de
Venezuela ante los Organismos
de las Naciones Unidas
Roma

OBSERVERS²**BANGLADESH**

Md. AL-AMIN [✓]
Economic Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the People's Republic of Bangladesh
to IFAD
Rome

BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF)

Cristabel Alina RODRIGUEZ FLORES [✓]
Encargada de Negocios a.i.
Embajada del Estado
Plurinacional de Bolivia
Roma

Adriana Gloria CONDE HUANCA [✓]
Segundo Secretario
Embajada del Estado
Plurinacional de Bolivia
Roma

COLOMBIA

Jhenifer María MOJICA FLÓREZ [✓]
Embajadora Extraordinaria y
Plenipotenciaria
Representante Permanente
de la Misión Permanente de Colombia
ante los Organismos Especializados
de Naciones Unidas en Roma
Roma

Néstor Augusto PONGUTÁ PUERTO [✓]
Consejero
Representante Permanente Adjunto
de la República de Colombia ante
la FAO y el FIDA
Roma

COSTA RICA

Federico Zamora CORDERO [✓]
Embajador
Representante Permanente
de Costa Rica ante la FAO,
el FIDA y el PMA
Roma

² Pursuant to Observer status as per Rules of Procedures of the Executive Board (Rule 8 - footnote 3).

Erick JARA [▼]
Director del SEPSA
Ministerio de Agricultura y Ganadería
de la República de Costa Rica
San José

Carla SIERRA ZÚÑIGA [▼]
Consejera
Representante Permanente Alternativa
de la República de Costa Rica
ante los Organismos de las
Naciones Unidas con sede en Roma
Roma

CÔTE D'IVOIRE

Gisèle COULIBALY née LEGBEDJI [▼]
Première Conseillère
Représentante permanente suppléante
de la République de Côte d'Ivoire
auprès de la FAO, du FIDA
et du PAM
Rome

Yapo Guillaume DAGOU [▼]
Ministre Conseiller
Représentant Permanent Adjoint
Ministère des Ressources Animales et
Halieutiques
c/o Représentation permanente de
la République de Côte d'Ivoire
auprès de la FAO, du FIDA
et du PAM
Rome

N'Gla Martine COULIBALY [▼]
Représentante Permanente Suppléante
Ambassade de la République
de Côte d'Ivoire
Rome

DOMINICAN REPUBLIC

Ada Francisca de Asís HERNÁNDEZ RIVERA ^b
Embajadora
Representante Permanente de la
República Dominicana ante
el FIDA
Roma

Julia VICIOSO VARELAS ^b
Ministra Consejera
Representante Permanente Alternativa
de la República Dominicana
ante el FIDA
Roma

Moira VARGAS ^b
Consejera
Representante Permanente Alternativa
de la República Dominicana
ante el FIDA
Roma

ERITREA

Asmerom KIDANE ^b
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the State of Eritrea to IFAD
Rome

HONDURAS

Maria del Pilar AGUILAR ^b
Representante Permanente Alternativo
Representación Permanente de la
República de Honduras ante FAO,
PMA y FIDA
Roma

PANAMA

Tomás DUNCAN JURADO ^v
Consejero
Representante Permanente de la
República de Panamá ante el FIDA
Roma

Carlos ALVARADO ^v
Tercer Secretario
Representación Permanente
de la República de Panamá
ante los organismos de las
Naciones Unidas con sede
en Roma
Roma

TÜRKİYE

Oğuzhan ÖÇBE ^v
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Türkiye to
the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

EUROPEAN UNION (EU)

Blaga POPOVA ^b
Alternate Permanent Representative of the
European Union
Counsellor
EU Delegation in Rome
Rome

INDIGENOUS PEOPLES' REPRESENTATIVES

Mai THIN YU MON ^v
Member
IPFI Steering Committee Member for Asia

Hortencia Cecilia Hidalgo CACERES ^v
IPFI Steering Committee
Member for Latin America and the
Caribbean

Roberto Ricardo Campos QUEZADA ^v
IPFI Steering Committee Member
for Latin America and the Caribbean

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)

Varya MERUZHANYAN ^b
Strategic Partnerships Officer
Strategic Partnerships Division
World Food Programme (WFP)
Rome



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration
Cent quarante-quatrième session
Rome, 14 mai 2025

Ordre du jour

Cote du document: EB 2025/144/R.1/Rev.2

Point de l'ordre du jour: 2

Date: 14 mai 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

Questions techniques:

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA

Bureau de la Secrétaire

courriel: c.tenhav@ifad.org

Deirdre Mc Grenra

Cheffe du Service de la gouvernance et des
relations avec les États membres

Bureau de la Secrétaire

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Les documents relatifs à la réunion sont disponibles sur cette [page](#). En cas de questions sur la documentation, veuillez vous adresser à gms@ifad.org.

Fonds international de développement agricole – www.ifad.org

Ordre du jour de la cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration

Renseignements à l'usage des représentantes et représentants au Conseil d'administration

1. La cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration se tiendra le mercredi 14 mai au siège du FIDA, 44, Via Paolo di Dono, à Rome, dans la salle de conférences Italie. Les réunions auront lieu de 10 heures à 17 h 30 chaque jour, avec une pause déjeuner de 13 heures à 14 h 30. Chaque délégation disposera d'un siège à la table de conférence et d'un autre, placé derrière celui-ci, où prendront respectivement place la représentante ou le représentant au Conseil d'administration et sa conseillère ou son conseiller. Les représentantes et représentants ne siégeant pas en plénière pourront suivre les débats depuis la salle Ovale. Ils pourront aussi suivre les débats à distance sur la plateforme de visioconférence Zoom.

2. Pour faciliter le bon déroulement de la session, il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient regroupés comme suit:

- I. Points pour examen en séance
- II. Points mis en ligne pour information

3. Par souci de clarté, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil d'administration figure à côté de chaque point de l'ordre du jour, à savoir:

[A] = pour approbation; **[E]** = pour examen; **[I]** = pour information; **[C]** = pour confirmation.

Points pour examen en séance (section I)

4. Les points dont l'examen est prévu en séance sont énumérés à la section I, y compris les points soumis à la procédure d'approbation en bloc. Au début de la session et après l'adoption de l'ordre du jour, la présidente ou le président du Conseil d'administration demandera l'approbation ou la confirmation en bloc de ces points. Tout point pourra faire l'objet d'un examen en séance si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (gms@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Points mis en ligne pour information (section II)

5. Les documents soumis pour information sont uniquement examinés en séance si la direction l'estime nécessaire ou si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (gms@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Calendrier des travaux de la session

6. L'ordre du jour ne suit pas nécessairement l'ordre dans lequel les documents seront examinés. Un calendrier des travaux sera mis en ligne avant la session sur le site Web du FIDA et sur la plateforme interactive réservée aux États membres; on y trouvera l'horaire et l'ordre des débats.
7. Ce calendrier des travaux ne comprendra que les points à examiner en séance.

Ordre du jour

Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour (EB 2025/144/R.1/Rev.1) [A]
3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A]

a) Questions opérationnelles

- i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration
 - a. Asie et Pacifique
 - i) **Bangladesh** – Projet d'amélioration de la résilience climatique et des moyens d'existence (CRALEP) (EB 2025/144/R.2/Rev.1)
 - b. Afrique orientale et australe
 - i) **Angola** – Programme adaptatif par phases – Programme de développement durable au profit de l'agriculture familiale de subsistance (PRODESA) (EB 2025/144/R.3/Rev.1)
 - ii) **Éthiopie** – Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres – Phase II (LLRP II) (EB 2025/144/R.4/Rev.1 + Sup.1)
 - c. Afrique de l'Ouest et du Centre
 - i) **Cameroun** – Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes – Phase II (PEA-Jeunes II) (EB 2025/144/R.5/Rev.1 + Add.1 + Add.1/Corr.1 + Sup.1)
- ii. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen
 - a. Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds – projet « Kyrgyz REMIT: accès numérique aux envois de fonds dans les zones rurales » (EB 2025/144/R.6)
 - b. Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds – projet « Tajik REMIT: amélioration de l'accès à l'envoi de fonds et de leur utilisation dans les zones rurales » (EB 2025/144/R.7)

b) Questions financières

- i. États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2024 (EB 2025/144/R.8)

c) Questions de gouvernance

- i. Visite de pays du Conseil d'administration du FIDA pour 2025 (EB 2025/144/R.9)

d) Questions diverses

- i. Accord-cadre de cofinancement entre la Banque de développement de l'Afrique de l'Est et le FIDA (EB 2025/144/R.10)

4. **Débat stratégique avec le Président du FIDA – Les partenariats avec les banques publiques de développement et les institutions financières locales, facteur d'optimisation de l'impact des opérations du FIDA** (EB 2025/144/R.11) [E]

5. Questions institutionnelles [I]

- c) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA

6. Questions de gouvernance [A]

- a) Procédure de sélection de la présidence externe de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2025/144/R.14)

7. Questions financières [E]

- a) Rapport sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) (EB 2025/144/R.15)

8. Questions opérationnelles

- a) Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) **[E]**
 - i. Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
 - a. Türkiye (EB 2025/OR/2/Rev.1 + Add.1)
- b) Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration **[A]**
 - i. Amérique latine et Caraïbes
 - a. Costa Rica - Programme en faveur d'une agriculture durable et compétitive au Costa Rica (CSMART) (EB 2025/144/R.29)

9. Questions d'évaluation[E]

- a) Évaluation de la stratégie et du programme de pays
 - i. Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
 - a. Türkiye (EB 2025/OR/3)

10. Questions diverses

Points présentés pour information

11. Rapports des organes subsidiaires

- a) Procès-verbal de la cent vingt-huitième session du Comité de l'évaluation (EB 2025/144/R.16)
- b) Procès-verbal de la cent soixante-seizième réunion du Comité d'audit (EB 2025/144/R.17)

- 12. Rapport sur les questions opérationnelles examinées à la consultation du Conseil d'administration (EB 2025/144/R.18)
- 13. Rapport sur la visite de pays 2024 du Conseil d'administration du FIDA en République tunisienne (EB 2025/144/R.19)
- 14. Feuille de route pour l'alignement sur l'Accord de Paris (EB 2025/144/R.20)
- 15. Rapport annuel 2024 sur les activités du Bureau de l'audit et de la surveillance (EB 2025/144/R.21)
- 16. Rapport annuel sur les activités du Bureau de la déontologie du FIDA en 2024 (EB 2025/144/R.22)
- 17. Rapport d'information du FIDA relatif à la durabilité, à jour au 31 décembre 2024 (EB 2025/144/R.23/Rev.1)
- 18. Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2024 (EB 2025/144/R.24 + Corr.1)
- 19. Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2024 (EB 2025/144/R.25)
- 20. Rapport sur l'état des contributions à la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2025/144/R.26)
- 21. Mémoire d'accord entre la Development Bank of Southern Africa et le FIDA (EB 2025/144/R.27)
- 22. Avant-projet d'ordres du jour provisoires de la cent quarante-cinquième et la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration (EB 2025/144/R.28)

Notes d'information

D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la [plateforme interactive réservée aux États membres](#).

Ordre du jour annoté

Annotations

I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session

2. Adoption de l'ordre du jour [A]

L'ordre du jour figure dans le présent document.

3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A]

À sa cent trente-huitième session, le Conseil d'administration a approuvé l'expérimentation d'une procédure permettant de lui présenter certains documents en bloc. À sa cent quarante-deuxième session, il a approuvé l'utilisation de façon permanente de la procédure d'approbation en bloc lors de ses sessions. Les documents ci-après sont soumis à son attention au titre de ladite procédure.

a) Questions opérationnelles

i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration

a. Asie et Pacifique

i) **Bangladesh** – Projet d'amélioration de la résilience climatique et des moyens d'existence (CRALEP)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 6 ans

Coût total du projet: 103,3 millions d'USD

Montant du prêt du FIDA (Système d'allocation fondé sur la performance): 70 millions d'USD

Cofinanceurs:

État: 31,8 millions d'USD

Déficit de financement: 1,5 million d'USD

L'octroi d'un prêt assorti de conditions mixtes est recommandé.

b. Afrique orientale et australe

i) **Angola** – Programme adaptatif par phases – Programme de développement durable au profit de l'agriculture familiale de subsistance (PRODESA)

Institution initiatrice: Ministère de l'agriculture et des forêts

Durée du programme: 11 ans (phase 1: 5 ans)

Plafond de financement du FIDA pour les phases ultérieures: 59,00 millions d'USD

Coût total du programme – phase 1: 73,0 millions d'USD

Montant du prêt du FIDA – phase 1: 38,54 millions d'USD

Cofinanceurs – phase 1:

État: 7,57 millions d'USD

Bénéficiaires: 1,62 million d'USD

Déficit de financement: 25,26 millions d'USD

L'octroi d'un prêt à des conditions ordinaires est recommandé.

ii) **Éthiopie** – Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres – Phase II (LLRP II)

Institution initiatrice: Groupe de la Banque mondiale

Durée du projet: 5 ans

Coût total du projet: 424 millions d'USD

Montant du don du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette: 69,24 millions d'USD

Cofinanceurs:

Association internationale de développement: 340 millions d'USD

Secteur privé: 4 millions d'USD

Déficit de financement: 10,76 millions d'USD

Pays admis à bénéficier d'une aide à des conditions particulièrement favorables et classé dans la catégorie des pays présentant un risque élevé de surendettement.

c. Afrique de l'Ouest et du Centre

i) **Cameroun** – Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes – Phase II (PEA-Jeunes II)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du programme: 8 ans

Coût total du programme: 122,6 millions d'EUR (équivalent à environ 132,6 millions d'USD)

Montant du prêt du FIDA: 21,529 millions d'EUR (équivalent à environ 23,284 millions d'USD), dont 1 387 000 EUR (équivalent à environ 1 500 000 USD) à titre de pré-financement

Cofinanceurs:

Institutions financières rurales: 35,5 millions d'EUR (équivalent à environ 38,4 millions d'USD)

État: 15,6 millions d'EUR (équivalent à environ 16,85 millions d'USD)

Bénéficiaires: 9,5 millions d'EUR (équivalent à environ 10,5 millions d'USD)

Déficit de financement: 40,3 millions d'EUR (équivalent à environ 43,5 millions d'USD)

L'octroi d'un prêt assorti de conditions mixtes est recommandé.

ii. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen

a. **Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds – projet « Kyrgyz REMIT: accès numérique aux envois de fonds dans les zones rurales »**

On trouvera dans le document une proposition de don à la Kompanion Bank, partiellement financé par l'Union européenne, l'objectif étant d'améliorer la résilience financière et l'autonomie économique des familles rurales au Kirghizistan par des envois de fonds numériques et des services d'inclusion financière de pointe.

b. **Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds – projet « Tajik REMIT: amélioration de l'accès à l'envoi de fonds et de leur utilisation dans les zones rurales »**

On trouvera dans le document une proposition de don à Finca Tajikistan, partiellement financé par l'Union européenne, l'objectif étant d'améliorer la résilience financière et l'autonomie économique des familles rurales au Tadjikistan par des envois de fonds numériques et des services d'inclusion financière de pointe.

b) Questions financières

i. **États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2024**

L'article XII du Règlement financier du FIDA prévoit que les états financiers audités du Fonds sont soumis au Conseil d'administration pour approbation à sa première session de l'année. En conséquence, les états financiers du FIDA pour 2024, le rapport du commissaire aux comptes et l'attestation indépendante du commissaire aux comptes sur le contrôle interne de l'information financière, accompagnés d'une déclaration de la direction, seront présentés au Conseil d'administration pour examen et approbation, puis seront soumis à la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs pour information. En application de la section 11 de l'article 6 de l'Accord portant création du FIDA, les états financiers seront inclus dans le Rapport annuel 2024 du FIDA. Une note d'information sera également incluse pour présenter un examen de haut niveau des états financiers 2024 du FIDA et mettra en relief plusieurs points importants sélectionnés par la direction du Fonds.

c) Questions de gouvernance

i. **Visite de pays du Conseil d'administration du FIDA pour 2025**

On trouvera dans le document une proposition de changement de destination pour la visite de pays du Conseil en 2025.

d) Questions diverses

i. **Accord-cadre de cofinancement entre la Banque de développement de l'Afrique de l'Est et le FIDA**

On trouvera dans le document une demande d'autorisation, au bénéfice du Président, aux fins de la négociation et la conclusion d'un accord-cadre de cofinancement entre le FIDA et la Banque de développement de l'Afrique de l'Est.

4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – Les partenariats avec les banques publiques de développement et les institutions financières locales, facteur d'optimisation de l'impact des opérations du FIDA [E]

Le débat porte sur l'utilité des banques publiques de développement s'agissant de l'impact hors siège des opérations du FIDA sur le développement – soit directement, soit par l'intermédiaire des institutions financières locales. Il s'intercale entre le cinquième Sommet Finance en commun – qui a eu lieu au Cap en février – et la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, prévue en juillet à Séville (Espagne), où le rôle de ces banques sera mis à l'honneur. Le document s'intéresse à l'expérience acquise par le FIDA avec ces banques dans le cadre de son portefeuille, et contient une réflexion sur les enseignements des autres banques multilatérales de développement. Les États membres sont invités à formuler leurs observations sur les perspectives de partenariats du FIDA avec les banques publiques de développement, sur la base des enseignements retirés jusqu'ici.

5. Questions institutionnelles [I]

c) **Déclaration de l'Association du personnel du FIDA**

Comme convenu à la cent trente-quatrième session du Conseil d'administration, le Comité exécutif de l'Association du personnel du FIDA présentera au Conseil d'administration une déclaration sur les questions intéressant le personnel.

6. Questions de gouvernance [A]

a) **Procédure de sélection de la présidence externe de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA**

Conformément à la pratique commencée pour la Consultation sur la Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) et poursuivie pour les Consultations sur FIDA10, FIDA11, FIDA12 et FIDA13, la direction propose de mettre en place une procédure de sélection de la présidence externe de la Consultation sur FIDA14.

7. Questions financières [E]

a) **Rapport sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13)**

Un point sur les annonces de contribution, les paiements et les instruments de contribution reçus des États membres au titre de FIDA13 durant et après la session du Conseil des gouverneurs tenue en février 2025 ainsi que des informations concernant la prise d'effet de la reconstitution des ressources seront présentés aux membres.

8. Questions opérationnelles

a) **Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) [E]**

i. Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

a. Türkiye

Comme l'ont demandé plusieurs membres du Conseil d'administration à la cent quarante-deuxième session, les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) qui concernent des pays ayant dépassé le seuil de revenu déclenchant un examen de reclassement pendant trois années consécutives, ce qui est le cas de la Türkiye, seront examinés en séance officielle par le Conseil d'administration. Conformément à la proposition soumise par le Conseil d'administration à sa cent huitième session, les COSOP pour lesquels une évaluation de la stratégie et du programme de pays est également présentée seront accompagnés d'un additif contenant une brève note du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA.

b) **Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration [A]**

i. Amérique latine et Caraïbes

a. Costa Rica - Programme en faveur d'une agriculture durable et compétitive au Costa Rica (CSMART)

La proposition, soumise à l'approbation du Conseil selon la procédure de défaut d'opposition, sera examinée à la cent-quarante quatrième session de cet organe sur demande de l'un de ses membres.

9. Questions d'évaluation [E]**a) Évaluation de la stratégie et du programme de pays****i. Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe****a. Türkiye**

Le Conseil d'administration sera appelé à examiner l'évaluation de la stratégie et du programme de pays pour la République de Türkiye.

10. Questions diverses